

## **GUIDE RAPIDE SUR LA BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE**

### **DÉFINITION DE LA BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE**

Un budget sensible au genre est un budget qui profite à tout le monde – aux hommes et aux femmes, aux filles et aux garçons – car il favorise une distribution équitable des ressources entre les sexes et contribue à fournir les mêmes opportunités à toutes et à tous<sup>1</sup>. La budgétisation sensible au genre est essentielle à la fois pour favoriser la justice entre les femmes et les hommes et la justice fiscale. Elle implique d'examiner les budgets des États et leurs répercussions selon les sexes, les normes et rôles qui sont associés à chaque genre, et les relations entre les femmes et les hommes. La budgétisation sensible au genre cherche par ailleurs à faire évoluer ces budgets dans le but de garantir la pleine réalisation des engagements en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Il convient pour cela de déterminer l'impact sur les femmes et les hommes, ainsi que sur les filles et les garçons, des points suivants :

- Comment sont collectés les fonds (imposition directe ou indirecte, redevances, amendes ou prélèvements sur les importations, par exemple) et comment les recettes sont perdues (par le recours aux paradis fiscaux, à l'évasion fiscale et aux mesures incitatives improductives) ?
- Comment les fonds sont dépensés (dépenses affectées aux services publics, aux programmes de protection sociale ou des infrastructures, comme des routes) ?
- Les dépenses sont-elles suffisantes pour répondre aux besoins pratiques et stratégiques des femmes et des hommes, ainsi que des filles et des garçons, tout en contribuant à combler le fossé entre les femmes et les hommes ?
- Comment les décisions prises pour recueillir et dépenser les fonds se répercutent-elles sur le travail de soin non rémunéré et de subsistance, et sur la distribution de ce travail entre les femmes et les hommes ?
- Les dépenses effectives sont-elles conformes aux prévisions budgétaires ?

---

<sup>1</sup> Bien que l'on se réfère ici aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons, la question du genre englobe également les minorités de genre, les intersections avec des aspects comme l'âge, la classe sociale, la religion, le handicap et l'orientation sexuelle, et plus important encore, comment ces aspects, combinés, se répercutent sur les relations de pouvoir, les normes et les rôles assignés par la société).

Les initiatives de budgétisation sensible au genre ne sont pas des « budgets destinés aux femmes », mais peuvent évaluer les dépenses réalisées dans les services destinés spécifiquement aux femmes pour déterminer si elles sont suffisantes pour répondre à leurs besoins. La budgétisation sensible au genre n'implique pas non plus de diviser le budget de l'État à parts égales entre les femmes et les hommes. Il s'agit plutôt d'analyser le budget en tenant compte des questions de genre afin de déterminer s'il pourra répondre aux différents besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Elle peut en outre évaluer les intersections entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons et par exemple l'âge, la classe sociale et la religion).

La budgétisation sensible au genre peut prendre différentes formes. Elle peut être assurée par les États au niveau local ou national. Elle peut être organisée par des élus ou des agents de la fonction publique. Elle peut englober la totalité du budget ou ne porter que sur certaines sections spécifiques. Les parlementaires et les organisations de la société civile peuvent jouer un rôle important en incitant les États à définir une budgétisation sensible au genre, en posant les bonnes questions et en effectuant leurs propres analyses.

## **POURQUOI UNE BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE EST-ELLE REQUISE ?**

Les femmes, les hommes, les filles et les garçons ont souvent des besoins et des priorités pratiques et stratégiques très différents. Les femmes restent sous-représentées dans la vie publique, si bien que les politiques des États, notamment les politiques économiques, risquent de ne pas tenir compte de leurs besoins ni de leurs priorités. Ces politiques qui paraissent neutres en premier lieu peuvent avoir des effets inattendus, comme aggraver les inégalités entre les femmes et les hommes. Par exemple, le droit aux allocations et à la retraite est souvent lié aux emplois rémunérés à temps plein tout au long de la vie du ou de la bénéficiaire. Les femmes qui travaillent dans l'économie informelle ou qui ne travaillent pas à plein temps toute leur vie parce qu'elles s'occupent de leurs enfants, de leurs parents ou d'autres membres de la famille peuvent se trouver privées de ces avantages.

Parallèlement, la plupart des États basent leurs budgets sur les pans de l'économie où des données sont collectées : le marché du travail rémunéré et formel et les domaines qui contribuent au PIB. Lorsque les responsables élaborent des politiques, ils examinent ces chiffres au risque d'ignorer d'autres facteurs pertinents faute de données disponibles. Or, d'après les estimations réalisées sur l'économie non rémunérée, cette dernière est au moins aussi importante que l'économie rémunérée, sinon plus. Mais la production alimentaire domestique, la garde d'enfants, les tâches ménagères et le travail de soin non rémunérés ne sont pas mesurés et sont souvent négligés dans l'élaboration des politiques.

## QU'IMPLIQUE LA BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE ?

La budgétisation sensible au genre peut inclure de nombreuses actions différentes de la part des États, de la société civile ou des ONG internationales.

Le schéma ci-dessous illustre un cycle budgétaire type (**cercle interne vert**) et les mesures que les différents intervenants peuvent prendre pour promouvoir la budgétisation sensible au genre à différentes étapes de ce cycle. Il a été conçu pour aider les groupes qui élaborent les stratégies de budgétisation sensible au genre à réfléchir aux mesures pour chaque étape du processus budgétaire de l'État.

Le **cercle médian** (violet) indique les mesures que l'État doit prendre pour que le budget tienne compte des questions de genre à chaque étape du processus budgétaire.

Le **cercle externe** (orange) présente les mesures que les organisations de la société civile doivent prendre pour promouvoir une budgétisation sensible au genre.

Les **trois disques distincts** (gris) répertorient les mesures que l'État, les organisations de la société civile et les ONG internationales doivent mener tout au long du cycle budgétaire, comme la formation et le renforcement des capacités.

Remarque : ce schéma est basé sur le cycle budgétaire « type » d'un pays « x », mais les cycles budgétaires varient d'un pays à l'autre. Certains pays travaillent sur un plan triennal ou quinquennal, révisable chaque année. Les autorités locales ou régionales ne jouissent pas du même niveau de pouvoir pour collecter l'impôt et statuer sur les priorités de dépenses selon le pays.

# MESURES DE BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE À CHAQUE ÉTAPE DU CYCLE BUDGETAIRE

## CERCLE INTERNE

Cycle budgétaire

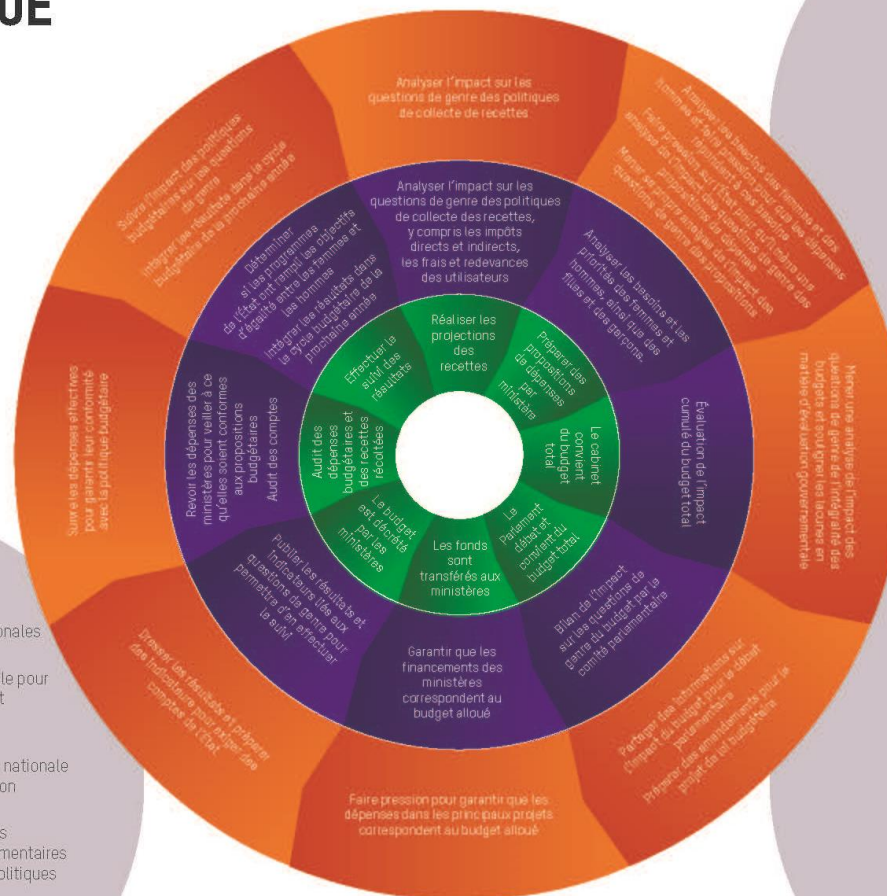
## CERCLE MÉDIAN

Cycle d'initiatives de l'État

## CERCLE EXTERNE

Cycle d'action de la société civile

Analyse de l'impact des questions de genre



### Tout au long de ce cycle, les ONG internationales doivent :

- Partager les meilleures pratiques internationales sur la budgétisation sensible au genre
- Travailler à l'échelle régionale/internationale pour que les principaux organismes régionaux et internationaux adoptent une approche de budgétisation sensible au genre
- Renforcer les capacités de la société civile nationale à prendre part à des projets de budgétisation sensible au genre
- Renforcer les capacités des ministères, des représentant-e-s officiel-le-s et des parlementaires afin qu'ils comprennent et élaborent des politiques de budgétisation sensible au genre
- Fournir un appui technique à la collecte de statistiques ventilées par sexe
- Soutenir financièrement les projets de budgétisation sensible au genre

### Tout au long de ce cycle, la société civile doit :

- Démontrer par le biais de la recherche le besoin de budgétisation sensible au genre
- Faire pression sur l'État pour mettre en œuvre une budgétisation sensible au genre
- Renforcer les capacités des femmes et des petites organisations de la société civile à participer à l'élaboration des budgets, à mener une analyse comparative entre les sexes de l'État et à lui demander des comptes
- Renforcer les capacités des parlementaires à promouvoir une budgétisation sensible au genre
- Bâtir des alliances encourageant une budgétisation sensible au genre
- Le budget est décrété par les ministères

### Tout au long de ce cycle, l'État doit :

- Veiller à ce que les responsables de l'élaboration des budgets disposent des moyens de mener une budgétisation sensible au genre
- Recueillir et publier des statistiques ventilées par sexe
- Recueillir et publier des données sur le travail non rémunéré
- Développer des mécanismes institutionnels et garantir la disponibilité des ressources pour aider la société civile à instaurer le dialogue avec l'État



## QUESTIONS À PRENDRE EN COMPTE

La budgétisation sensible au genre implique de réfléchir à l'impact des questions de genre à toutes les étapes du processus budgétaire, afin de refléter ces questions dans les décisions budgétaires. Les organisations de la société civile peuvent essayer d'amener l'État à réaliser cette analyse, ou l'effectuer elles-mêmes pour démontrer à l'État qu'il est nécessaire de tenir compte de ces questions. Les informations qui en résultent peuvent être utilisées pour influencer les décisions politiques relatives au mode de collecte de d'allocation des ressources.

Les trois premières questions portent sur le suivi du cycle budgétaire.

- Analysez les politiques des différents ministères afin de déterminer comment elles réduisent ou aggravent les inégalités entre les femmes et les hommes et les autres genres. En Afrique du Sud, par exemple, une analyse du programme de réforme foncière a révélé que les femmes étaient les grandes perdantes, car la législation et le droit coutumier leur retiraient le droit de posséder des terres. En termes techniques, on parle d'évaluation des politiques sensibles au genre.
- Demandez aux personnes qui utilisent les services si ces derniers répondent à leurs priorités. Même les politiques qui tiennent compte des questions de genre peuvent ne pas répondre aux souhaits ou aux besoins des personnes affectées. Par exemple, des recherches menées sur des programmes de lutte contre la pauvreté au Mexique ont révélé qu'un programme dédié à la santé, à l'éducation et à la nutrition s'appuyait en grande partie sur le travail non rémunéré des femmes. Pour ces femmes, il ne faisait aucun doute que les avantages du programme n'étaient pas à la hauteur du temps qu'elles y avaient consacré, au vu de leurs autres responsabilités. On parle d'évaluation des bénéficiaires ventilée par sexe.
- Comparez les dépenses réalisées par l'État sur le programme aux informations obtenues auprès des résidents quant à la répartition de ces dépenses entre les femmes et les hommes. Au Ghana, par exemple, les recherches ont révélé que les dépenses affectées aux programmes scolaires bénéficiaient davantage aux garçons qu'aux filles et que celles affectées à la santé bénéficiaient tout autant aux femmes pauvres qu'aux hommes pauvres. On parle d'impact des dépenses publiques ventilé par sexe.

La seconde série de questions cherche à identifier comment les recettes sont générées au sein du budget.

- Analysez la collecte totale des recettes et quelle part d'hommes et de femmes, et d'entreprises et de particuliers y contribuent. Analysez également le caractère inéquitable et régressif du système fiscal global, et comment il s'avère encore plus inéquitable pour les femmes. Si des données sont disponibles, évaluez le montant des impôts payés par les hommes et les femmes et les personnes s'identifiant par un autre genre. Pour ce faire, utilisez l'outil d'analyse de l'impact fiscal ventilée par sexe. Il peut se pencher sur le système fiscal dans son ensemble ou sur certaines de ses composantes, y compris comment les répercussions des changements fiscaux peuvent consolider ou modifier les rôles attribués à chaque genre.

- Analysez la structure globale du système fiscal. Les impôts directs et indirects pour déterminer la charge fiscale reviennent souvent aux hommes, qui ont tendance à gagner davantage et à travailler dans le secteur formel. Lorsque la collecte des recettes dépend moins des impôts sur le revenu et davantage des taxes à la consommation et sur les ventes, cela risque de se répercuter davantage sur les femmes qui sont plus susceptibles d'être en charge du budget familial, bien que des exonérations sur les denrées alimentaires et services essentiels peuvent aider à atténuer ces impacts. Au Royaume-Uni, des militantes ont mené campagne pendant de nombreuses années contre la TVA sur les produits sanitaires, arguant que les produits de rasage pour hommes sont exemptés de TVA, alors que les produits sanitaires utilisés par les femmes sont sujets à TVA. Il convient aussi de tenir compte des frais à la charge des utilisateurs, qui ne sont pas des taxes, mais une forme de recettes pour l'État. Ces frais peuvent avoir un impact négatif sur les femmes pauvres en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé.
- Évaluez les pertes de recettes imputables à l'évasion fiscale (des entreprises et des grandes fortunes) et aux mesures fiscales incitatives improductives qui altèrent la capacité des États à investir dans des politiques sociales de réduction de la pauvreté et des inégalités pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons.

Les deux dernières questions suivantes portent sur l'examen général des propositions budgétaires.

- Déterminez si le budget (recettes et dépenses) tient compte de la façon dont les hommes et les femmes et les autres membres du foyer utilisent leur temps au sein des ménages, pour inclure le travail non rémunéré. En Équateur, par exemple, des recherches ont démontré que des politiques d'ajustement structurel intensifiaient le travail non rémunéré des femmes, car elles devaient passer plus de temps à chercher de la nourriture meilleur marché et à préparer les repas. Et lorsque les femmes consacraient davantage de temps à gagner de l'argent, la garde des autres enfants de la famille et les tâches domestiques revenaient à leurs filles, ce qui réduisait le temps que ces dernières pouvaient consacrer à l'école. On parle d'analyse de l'impact du budget sur l'utilisation du temps ventilée par sexe
- Veillez à ce que la planification économique de l'État et les modèles sur lesquels il s'appuie intègrent une analyse des questions de genre et que l'énoncé budgétaire soit sensible au genre. On parle de cadre économique à moyen terme et d'énoncé budgétaire tenant compte des questions de genre.

## LA BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE DANS LA PRATIQUE

La budgétisation sensible au genre peut être réalisée par différents acteurs comme l'État, la société civile, le monde universitaire et des ONG. Quoi qu'il en soit, cette budgétisation est plus efficace lorsque :

- Une stratégie existe pour traduire les analyses entre les femmes et les hommes en changements politiques ;
- Les mesures prises sont adaptées au contexte politique et économique ;
- Il y a un leadership et un engagement politique dans les plus hautes sphères de l'État pour que les budgets soient élaborés en tenant compte de la justice entre les femmes et les hommes ;
- Il y a des représentant-e-s et des allié-e-s au sein du Parlement et à tous les niveaux des services publics ;
- Les initiatives incluent la société civile, notamment les organisations de défense des droits des femmes ;
- Les principaux acteurs, notamment les ministres, les représentant-e-s officiel-le-s, les parlementaires et la société civile ont une prise de conscience et une capacité suffisantes en la matière ;
- Les organisations travaillant sur la budgétisation sensible au genre sont jugées crédibles par les responsables politiques ;
- Des statistiques et d'autres données ventilées par sexe sont disponibles.

## APPRENDRE DE NOTRE EXPÉRIENCE

**Oxfam au Ghana** s'attèle à rendre le processus budgétaire favorable pour les petits producteurs, notamment les femmes. Depuis 2014, le budget adopte une approche sensible au genre. Oxfam travaille avec des partenaires pour évaluer les besoins en amont du budget et intégrer cette évaluation dans le processus budgétaire lors de réunions organisées avec les ministères de l'Agriculture et des Finances. Une fois le budget publié, il est rapidement analysé pour être discuté par les médias et les parlementaires. Une fois le budget approuvé, les organisations de la société civile soutenues par Oxfam suivent les dépenses dans la pratique et rassemblent des preuves à présenter lors du budget de l'année suivante. Pour l'État, Oxfam apporte une valeur ajoutée en suivant le travail et en organisant des réunions lors desquelles l'État peut présenter ses priorités et ses programmes, et où les citoyens et les citoyennes peuvent intervenir. L'organisation dispense également une formation aux partenaires nationaux sur la budgétisation sensible au genre.

**En Bolivie**, le projet de justice fiscale intégrant les questions de genre a vu le jour à la fin des années 1980 sous l'impulsion d'UNIFEM. Pendant plus de vingt ans, des organisations de femmes ont bâti un réseau et œuvré collectivement, tout en appliquant des stratégies qui s'appuient sur différents objectifs, méthodologies, autorités politiques, alliances, priorités et résultats. Oxfam s'est jointe à l'initiative il y a dix ans en apportant un soutien technique et financier aux organisations locales de femmes dans leur travail.

En Bolivie, les efforts de budgétisation sensible au genre se sont d'abord concentrés sur l'analyse des dépenses et le travail d'influence des politiques et de la législation à l'échelle locale. Les alliances au sein du mouvement des femmes, entre les organisations de femmes et l'État étaient primordiales pour garantir le travail d'influence et promouvoir des changements durables. Pour ce faire, le contexte socio-politique du pays était un facteur déterminant, tandis qu'au cours des vingt dernières années, les preuves recueillies ont contribué à consolider les discussions en faveur d'une justice fiscale intégrant les questions de genre et à conférer des moyens et de la crédibilité aux organisations de femmes. Les alliances se sont avérées essentielles, puisqu'elles ont permis de nouer le dialogue entre différents acteurs (de la sphère publique comme privée) et les responsables politiques.

En juin 2017, **Oxfam au Vietnam** et ses partenaires ont initié un processus de consolidation de leur travail autour de la budgétisation sensibles au genre. Au Vietnam, les femmes font face à des défis exacerbés par les inégalités, la discrimination et l'absence de perspectives économiques et politiques. Malgré la solide expérience du pays dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et l'autonomisation des femmes, d'importantes lacunes persistent quant à la mise en pratique de ces lois et politiques. Les femmes se heurtent à divers problèmes d'inégalité entre les femmes et les hommes comme leur faible représentation en politique et dans les postes de direction, l'écart salarial entre les femmes et les hommes, le travail de soin non rémunéré et les violences basées sur le genre. Au Vietnam, la société civile connaît depuis quelques années un fort développement.

Les groupes de la société civile au Vietnam disposent d'une expérience grandissante de plaidoyer sur les questions de genre ; citons par exemple leur travail d'influence sur les lois relatives à l'égalité femmes-hommes et les violences domestiques, ou le rapport CEDAW parallèle exposant les points de vue de la société civile. Toutefois, les organisations de la société civile (OSC) vietnamiennes n'avaient auparavant pas participé aux conversations sur les questions de transparence du budget. Par conséquent, Oxfam au Vietnam et ses partenaires, grâce à l'expertise du UK Women's Budget Group, ont co-organisé un atelier de formation pour les représentant-e-s des OSC au Vietnam dans le but de renforcer la compréhension de la budgétisation sensible au genre et son potentiel, et d'apprendre comment utiliser ces outils de budgétisation. Depuis, Oxfam au Vietnam et ses partenaires ont commencé à manier ces outils pour contrôler les dépenses budgétaires de l'État, notamment dans le secteur de la santé, et à plaider pour une plus grande redevabilité.





Une formation à la budgétisation sensible au genre au Vietnam, destinées aux jeunes et aux représentant-e-s de groupes défavorisés, dont des minorités ethniques et des personnes handicapées. Crédit photo : CEPEW.

## OUTILS ET RESSOURCES

Pour plus d'informations sur la budgétisation sensible au genre, reportez-vous à la présentation PowerPoint créée par le UK Women's Budget Group pour Oxfam ici : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/rough-guide-to-gender-responsive-budgeting-620429>

Exemple de travail d'Oxfam sur la budgétisation sensible au genre dans la pratique : *A Case for Gender-Responsive Budgeting in Myanmar*.  
<http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/a-case-for-gender-responsive-budgeting-in-myanmar-603484>

K. Schneider (2006), *Manual for Training on Gender Responsive Budgeting*, GTZ  
<https://www.ndi.org/sites/default/files/Manual%20for%20Training%20on%20Gender%20Responsive%20Budgeting.pdf>

ONU Femmes propose de nombreuses ressources sur la budgétisation sensible au genre, voir : <http://www.unwomen.org/en/search-results?keywords=gender%20responsive%20budgeting>

S. Quinn (2009), *Gender Budgeting: Practical Implementation, Handbook*, Direction Générale des droits de l'homme et des affaires juridiques, Conseil de l'Europe <https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=0900001680599885>

D. Budlender et G. Hewitt (2003), *Engendering Budgets: A Practitioners' Guide to Understanding and Implementing Gender-Responsive Budgets*, Secrétariat du Commonwealth [http://www.internationalbudget.org/wp-content/uploads/2011/01/Engendering\\_Budgets\\_final\\_doc.pdf](http://www.internationalbudget.org/wp-content/uploads/2011/01/Engendering_Budgets_final_doc.pdf)

### © Oxfam International, février 2018

Ce guide rapide a été produit par Mary-Ann Stephenson du UK Women's Budget Group, une organisation indépendante à but non lucratif qui examine en particulier le budget du Royaume-Uni. La version finale reflète également les commentaires de plusieurs membres du personnel d'Oxfam.

Ce document peut être utilisé librement à des fins d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk)

Pour toute information complémentaire concernant les questions soulevées dans ce document, veuillez contacter : Clare Coffey ([CCoffey@Oxfam.org.uk](mailto:CCoffey@Oxfam.org.uk))